

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 1265

[2007/200812]

**27 FEVRIER 2007. — Arrêté ministériel
définissant le modèle de formulaires à fournir au fournisseur d'électricité ou de gaz par le client protégé**

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, modifié par le décret du 19 décembre 2002 et par les décrets-programmes des 18 décembre 2003 et 3 février 2005, notamment les articles 33 et 34;

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, modifié par les décrets-programmes des 18 décembre 2003 et 3 février 2005, notamment l'article 33 et 32;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006, notamment l'article 27, § 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006, notamment l'article 31, § 1^{er};

Vu l'arrêté ministériel du 23 juin 2006 définissant le modèle de formulaires à fournir au fournisseur d'électricité ou de gaz par le client protégé;

Vu l'avis CD-6119-CWaPE-157 de la CWaPE du 19 décembre 2006;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 84, § 1^{er}, premier alinéa, 2^o;

Vu l'urgence motivée par les considérations suivantes;

Considérant que des obligations de service public à caractère social ont été imposées, par les arrêtés du Gouvernement wallon des 30 mars 2006 relatifs aux obligations de service public dans le marché du gaz et de l'électricité, aux gestionnaires de réseaux de distribution et aux fournisseurs afin de concilier les impératifs de libéralisation des marchés de l'énergie avec les impératifs sociaux de protection des consommateurs endettés ou en situation de précarité;

Considérant que différentes mesures de protection (placement de compteur à budget, tarif social, interdiction de coupure en période hivernale,...) ont été mises en place au profit de personnes précarisées ou en situation de défaut de paiement pouvant attester de leur qualité de "client protégé" au sens de l'article 33, § 1^{er}, du décret du 12 avril 2001 relatif au marché régional de l'électricité;

Considérant que la mise en application de l'arrêté ministériel du 23 juin 2006 définissant le modèle de formulaires à fournir au fournisseur ou au gestionnaire de réseau de distribution d'électricité ou de gaz par le client protégé engendre des difficultés, notamment de nature administrative, aux opérateurs ainsi qu'aux clients, en imposant au client protégé de transmettre plusieurs documents pour attester de sa qualité de client protégé;

Considérant que l'arrêté ministériel du 23 juin 2006 porte également atteinte à la protection de la vie privée en exigeant qu'une copie de la décision prise par l'organisme dans le cadre de la guidance éducative de nature budgétaire, du suivi en médiation de dettes ou de l'admissibilité en règlement collectif de dettes soit jointe au document à transmettre au fournisseur ou, le cas échéant, au gestionnaire de réseau de distribution;

Considérant la date d'ouverture totale du marché de l'électricité et du gaz en Région wallonne au 1^{er} janvier 2007 et donc la nécessité pour les fournisseurs et les gestionnaires de réseau de distribution de prendre connaissance le plus rapidement possible des dispositions applicables en matière de protection sociale du consommateur;

Considérant que le présent arrêté ministériel devrait entrer en vigueur le plus rapidement possible;

Vu l'avis 42.131/4 du Conseil d'Etat, donné le 19 janvier 2007 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, dans un délai ne dépassant pas cinq jours ouvrables,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté assure partiellement la transposition des Directives 2003/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2003 concernant les règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la Directive 96/92/CE et 2003/55/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2003 concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz et abrogeant la Directive 98/30/CE, spécialement de leur article 3, conformément, respectivement, à leurs articles 30, §§ 3 et 33.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° "décret électricité" : le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité;

2° "décret gaz" : le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz.

Art. 3. Toute personne relevant des catégories visées aux points 1°, 2°, 3°, 4° et 6° (uniquement pour les personnes percevant un secours partiellement ou totalement pris en charge par l'Etat fédéral et qui bénéficient d'une autorisation de séjour illimitée sur le territoire belge) de l'article 33, § 1^{er}, du décret électricité transmet, pour prouver sa qualité de client protégé, à son fournisseur d'électricité ou de gaz une copie du document délivré par l'organisme débiteur de l'une des allocations concernées.

Si le client ne dispose plus du document mentionné au premier alinéa, il peut prouver sa qualité de client protégé en communiquant au fournisseur tout document attestant du versement mensuel d'une des allocations concernées.

Ce document doit être renouvelé une fois par an.

Art. 4. Toute personne relevant des catégories visées aux points 5° et 6° de l'article 33, § 1^{er}, du décret électricité transmet à son fournisseur d'électricité ou de gaz, pour prouver sa qualité de client protégé :

a) le document repris à l'annexe I^{re} du présent arrêté dûment complété par le Centre public d'action sociale si la personne bénéficie d'une guidance éducative de nature financière ou si elle perçoit un secours partiellement ou totalement pris en charge par l'Etat fédéral et ne bénéficie pas d'une autorisation de séjour illimitée sur le territoire belge;

b) le document repris à l'annexe II du présent arrêté dûment complété par un service de médiation de dettes agréé par la Région wallonne si la personne bénéficie d'une médiation de dettes réglementée par le décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes et ses arrêtés d'exécution;

c) le document repris à l'annexe III du présent arrêté dûment complété par le médiateur de dettes désigné dans le cadre de l'article 1675/17 du Code judiciaire si la personne est en règlement collectif de dettes;

Ce document doit être renouvelé une fois par an.

Art. 5. § 1^{er}. Dans la mesure où le client protégé est fourni par le gestionnaire de réseau de distribution dans le cadre de l'article 9 du décret électricité et/ou de l'article 9 du décret gaz, les documents visés aux articles 3 et 4 sont transmis, par le client protégé ou, le cas échéant, par son fournisseur, au gestionnaire de réseau de distribution.

§ 2 Lorsque les trois conditions suivantes sont remplies cumulativement :

1° le document à transmettre est complété par le centre public d'action sociale (article 33, § 1^{er}, 1°, 2°, 4°, 5° ou 6° du décret électricité);

2° le client est fourni par le gestionnaire de réseau de distribution dans le cadre de l'article 9 du décret électricité et/ou de l'article 9 du décret gaz;

3° le centre public d'action sociale dispose de l'accord écrit des personnes concernées;

L'envoi du document mentionné au § 1^{er} peut être remplacé par l'envoi annuel d'un listing par le centre public d'action sociale mentionnant spécifiquement les nom, prénom(s), adresse et la référence à une des catégories visées à l'article 33, § 1^{er}, du décret électricité.

Ce listing est transmis pour le 30 avril de chaque année.

Art. 6. Deux mois avant l'expiration du délai de validité du document transmis conformément aux articles 3, 4 et 5, § 1^{er} et § 2, le fournisseur ou le gestionnaire de réseau de distribution adresse au client un courrier type mentionnant spécifiquement l'article 31, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz et/ou l'article 27, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité et précisant la date d'échéance de l'attestation valable pour l'année en cours, correspondant à la date limite pour laquelle le document valable pour les douze prochains mois doit lui être transmis.

Art. 7. L'arrêté ministériel du 23 juin 2006 définissant le modèle de formulaires à fournir au fournisseur d'électricité ou de gaz par le client protégé est abrogé.

Art. 8. Les documents, transmis aux fournisseurs et aux gestionnaires de réseaux de gaz et d'électricité, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, par un client pour attester de sa qualité de client protégé et, émanant de l'un des organismes visés à l'article 33, § 1^{er}, du décret électricité ou attestant du versement mensuel d'une des allocations concernées ou transmis sur base de l'arrêté ministériel du 23 juin 2006 définissant le modèle de formulaires à fournir au fournisseur d'électricité ou de gaz par le client protégé, sont réputés conformes et permettent l'octroi des mesures applicables aux clients protégés pendant un an à dater de leur réception par le fournisseur et/ou le gestionnaire de réseau.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 27 février 2007.

ANNEXE I^{re}

Document attestant de la qualité de client protégé au sens de l'article 33, § 1^{er}, 5^o (guidance éducative de nature financière) et 6^o (secours pris en charge par l'Etat fédéral pour les personnes qui ne bénéficient pas d'une autorisation de séjour illimitée sur le territoire belge et accordé par le C.P.A.S.) du décret électricité à transmettre annuellement au fournisseur d'électricité ou de gaz.

Coordonnées du centre public d'action sociale :

Adresse :

.....

Tél.

Cachet : Signature du président/secrétaire

Conformément à la décision prise par le centre public d'action sociale, le présent document atteste que :

M./Mme (nom et prénom) :

.....

Adresse :

.....

Bénéficie effectivement de la qualité de client protégé en application de l'article

- 33, § 1^{er}, 5^o, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité (guidance éducative de nature financière);
- 33, § 1^{er}, 6^o, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité (secours pris en charge par l'Etat fédéral pour les personnes qui ne bénéficient pas d'une autorisation de séjour illimitée sur le territoire belge) ¹

Date :

Cette attestation est valable un an à dater de sa signature.

Le client est tenu d'informer par écrit le fournisseur ou, le cas échéant, le gestionnaire de réseau de distribution, de la perte de sa qualité de client protégé dans les quinze jours de celle-ci.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 27 février 2007 définissant le modèle de formulaires à fournir au fournisseur d'électricité ou de gaz par le client protégé.

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

ANNEXE II

Document attestant de la qualité de client protégé au sens de l'article 33, § 1^{er}, 5^o (suivi en médiation de dettes) du décret électricité à transmettre annuellement au fournisseur d'électricité ou de gaz.

Coordonnées du centre agréé en médiation de dettes.

Adresse :

.....
.....
.....

Tél.

N° d'agrément :

Signature et titre de la personne responsable.

Conformément à la décision prise par le centre agréé, le présent document atteste que :

M./Mme (nom et prénom) :

.....
.....

Adresse :

.....
.....
.....

Bénéficie effectivement de la qualité de client protégé en application de l'article 33, § 1^{er}, 5^o du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité.

Date :

Cette attestation est valable un an à dater de sa signature.

Le client est tenu d'informer par écrit le fournisseur ou, le cas échéant, le gestionnaire de réseau de distribution, de la perte de sa qualité de client protégé dans les quinze jours de celle-ci.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 27 février 2007 le modèle de formulaires à fournir au fournisseur d'électricité ou de gaz par le client protégé.

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

ANNEXE III

Document attestant de la qualité de client protégé au sens de l'article 33, § 1^{er}, 5^o (règlement collectif de dettes) du décret électricité à transmettre annuellement au fournisseur d'électricité ou de gaz.

Coordonnées du médiateur de dettes désigné dans le cadre de l'article 1675/17 du Code judiciaire.

Adresse :

.....

Tél. :

N° d'agrément du service de médiation de dettes et signature et titre de la personne responsable ¹

.....

Ou Signature du médiateur de dette ¹.

J'atteste par le présent document que :

M./Mme (nom et prénom) :

.....

Adresse :

.....

Bénéficie effectivement de la qualité de client protégé en application de l'article 33, § 1^{er}, 5^o du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité.

Date :

Cette attestation est valable un an à dater de sa signature.

Le client est tenu d'informer par écrit le fournisseur ou, le cas échéant, le gestionnaire de réseau de distribution, de la perte de sa qualité de client protégé dans les quinze jours de celle-ci.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 27 février 2007 définissant le modèle de formulaires à fournir au fournisseur d'électricité ou de gaz par le client protégé.

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 1265

[2007/200812]

27. FEBRUAR 2007 — Ministerialerlass zur Festlegung des Musters der Formulare, die der geschützte Kunde dem Strom- oder Gasversorger zu übermitteln hat

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, abgeändert durch das Dekret vom 19. Dezember 2002 und die Programmdekrete vom 18. Dezember 2003 und vom 3. Februar 2005, insbesondere der Artikel 33 und 34;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, abgeändert durch die Programmdekrete vom 18. Dezember 2003 und vom 3. Februar 2005, insbesondere der Artikel 33 und 32;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006, insbesondere des Artikels 27 § 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006, insbesondere des Artikels 31 § 1;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 23. Juni 2006 zur Festlegung des Musters der Formulare, die der geschützte Kunde dem Strom- oder Gasversorger zu übermitteln hat;

Aufgrund des Gutachtens CD-6119-CWaPE-157 der "Commission wallonne pour l'Energie" (CWaPE) (Wallonische Kommission für Energie) vom 19. Dezember 2006;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 84, § 1, Absatz 1 2°;

Aufgrund der Dringlichkeit, die auf folgenden Überlegungen beruht;

In der Erwägung, dass den Betreibern von Verteilernetzen und den Strom- und Gasversorgern durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt und im Elektrizitätsmarkt die Erfüllung gemeinnütziger Verpflichtungen sozialer Art auferlegt worden ist, um die Anforderungen der Liberalisierung der Energiemärkte und die sozialen Anforderungen des Schutzes von verschuldeten oder in prekären Verhältnissen lebenden Verbrauchern aufeinander abzustimmen;

In der Erwägung, dass verschiedene Schutzmaßnahmen (Installieren eines Budgetzählers, Sozialtarif, Verbot der Sperrung im Winter,...) zugunsten von in Schwierigkeiten befindlichen oder eines Betrags schuldigen Personen eingeführt worden sind, die ihre Eigenschaft als "geschützter Kunde" im Sinne des Artikels 33 § 1 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts beweisen können;

In der Erwägung, dass die Anwendung des Ministerialerlasses vom 23. Juni 2006 zur Festlegung des Musters der Formulare, die der geschützte Kunde dem Strom- oder Gasversorger zu übermitteln hat, Schwierigkeiten, insbesondere administrativer Art, für die Anbieter sowie die Kunden verursacht, indem er den geschützten Kunden zwingt, mehrere Dokumente zu übermitteln, um seine Eigenschaft als geschützter Kunde zu beweisen;

In der Erwägung, dass der Ministerialerlass vom 23. Juni 2006 ebenfalls den Schutz des Privatlebens beeinträchtigt, indem gefordert wird, dass eine Kopie des durch die Einrichtung im Rahmen der mit der Führung des Haushalts verbundenen Betreuung, der Begleitung in Bezug auf die Schuldnerberatung oder der Zulässigkeit in Bezug auf die kollektive Schuldvermittlung gefassten Beschlusses dem dem Versorger oder gegebenenfalls dem Betreiber der Verteilernetzes zu übermittelnden Dokument beigefügt wird;

In der Erwägung des Datums der totalen Öffnung des Strom- und Gasmarktes in der Wallonischen Region am 1. Januar 2007 und daher der Notwendigkeit für die Versorger und die Betreiber von Verteilernetzen, die in Bezug auf den sozialen Schutz der Verbrauchers anwendbaren Bestimmungen so schnell wie möglich zur Kenntnis zu nehmen;

In der Erwägung, dass der vorliegende Ministerialerlass so schnell wie möglich in Kraft treten sollte;

Aufgrund des am 19. Januar 2007 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 2° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat innerhalb eines Zeitraums, der fünf Werktage nicht überschreitet, abgegebenen Gutachtens 42.131/4 des Staatsrats,

Beschließt:

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Umsetzung der Richtlinien 2003/54/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Juni 2003 über gemeinsame Vorschriften für den Elektrizitätsbinnenmarkt und zur Aufhebung der Richtlinie 96/82/EG und 2003/55/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Juni 2003 über gemeinsame Vorschriften für den Gasbinnenmarkt und zur Aufhebung der Richtlinie 98/30/EG, insbesondere ihres Artikels 3 gemäß ihrem Artikel 30 § 3 bzw. 33 gewährleistet.

Art. 2 - Zur Ausführung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Elektrizitätsdekret": das Dekret vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts;

2° "Gasdekret": das Dekret vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts.

Art. 3 - Jede Person, die den Kategorien nach Pos. 1°, 2°, 3°, 4° und 6° (nur für die Personen, die eine teilweise oder völlig vom Föderalstaat übernommene Beihilfe erhalten und die eine unbegrenzte Aufenthaltsgenehmigung auf dem belgischen Gebiet in Anspruch nehmen) des Artikels 33, § 1 des Elektrizitätsdekrets angehört, übermittelt ihrem Strom- oder Gasversorger eine Kopie des durch die Einrichtung, die eine der betroffenen Zulagen zu zahlen hat, ausgestellten Dokumentes, um ihre Eigenschaft als geschützter Kunde zu beweisen.

Wenn der Kunde nicht mehr über das im ersten Absatz erwähnte Dokument verfügt, kann er seine Eigenschaft als geschützter Kunde beweisen, indem er dem Versorger jegliches Dokument übermittelt, durch welches das monatliche Auszahlen einer der betroffenen Zulagen belegt wird.

Dieses Dokument muss einmal pro Jahr erneuert werden.

Art. 4 - Jede Person, die den Kategorien nach Pos. 5° und 6° des Artikels 33 § 1 des Elektrizitätsdekrets angehört, übermittelt ihrem Strom- oder Gasversorger die folgenden Dokumente, um ihre Eigenschaft als geschützter Kunde zu beweisen:

a) das in der Anlage I zum vorliegenden Erlass erwähnte, durch das öffentliche Sozialhilfzentrum ordnungsgemäß ausgefüllte Dokument, wenn die Person eine finanzielle Erziehungsbetreuung mit in Anspruch nimmt oder wenn sie eine teilweise oder völlig vom Föderalstaat übernommene Beihilfe erhält und keine unbegrenzte Aufenthaltsgenehmigung auf dem belgischen Gebiet in Anspruch nimmt.

b) das in der Anlage II zum vorliegenden Erlass erwähnte, ordnungsgemäß von einer durch die Wallonische Region anerkannten Schuldenvermittlungsstelle ausgefüllte Dokument, wenn die Person eine Schuldenvermittlung in Anspruch nimmt, die durch das Dekret vom 7. Juli 1994 bezüglich der Zulassung der sich mit der Schuldenvermittlung befassenden zugelassenen Einrichtungen und seine Ausführungserlasse geregelt ist;

c) das in der Anlage III zum vorliegenden Erlass, ordnungsgemäß von dem im Rahmen des Artikels 1675/17 des Strafgesetzbuches benannten Schuldenvermittler ausgefüllte Dokument, wenn die Person eine kollektive Schuldenvermittlung in Anspruch nimmt;

Dieses Dokument muss einmal pro Jahr erneuert werden.

Art. 5 - § 1 - In dem Maße, wo der geschützte Kunde vom Betreiber des Versorgungsnetzes im Rahmen des Artikels 9 des Elektrizitätsdekrets und/oder des Artikels 9 des Gasdekrets beliefert wird, werden die in Art. 3 bis 4 erwähnten Dokumente dem Betreiber des Versorgungsnetzes übermittelt.

§ 2 - Wenn den folgenden drei Bedingungen kumulativ genügt wird:

1° das zu übermittelnde Dokument wird durch das öffentliche Sozialhilfzentrum (Artikel 33 § 1 1°, 2°, 4°, 5° oder 6° des Elektrizitätsdekrets) ausgefüllt;

2° der Kunde wird von dem Betreiber der Verteilernetzes im Rahmen des Artikels 9 des Elektrizitätsdekrets und/oder des Artikels 9 des Gasdekrets beliefert;

3° das öffentliche Sozialhilfzentrum verfügt über die schriftliche Zustimmung der betroffenen Personen;

kann das Einsenden des in § 1 erwähnten Dokumentes durch das jährliche Einsenden einer Auflistung, in welcher der Name, der Vorname, die Anschrift und der Bezug auf eine der in Artikel 33, § 1 des Elektrizitätsdekrets angeführten Kategorien ausdrücklich angegeben werden, durch das öffentliche Sozialhilfzentrum ersetzt werden.

Diese Auflistung wird bis zum 30. April eines jeden Jahres übermittelt.

Art. 6 - Zwei Monate vor dem Ablauf der Gültigkeitsfrist des gemäß den Artikeln 3, 4 und 5 § 1 und § 2 übermittelten Dokumentes schickt der Versorger oder der Betreiber des Verteilernetzes dem Kunden einen Musterbrief, in dem Artikel 31 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt und/oder Artikel 27 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt ausdrücklich erwähnt wird und in dem das Ablaufdatum der für das laufende Jahr gültigen Bescheinigung, das dem äußersten Datum entspricht, bis zu dem das für die nächsten zwölf Monate gültige Dokument ihm übermittelt werden muss, angegeben wird.

Art. 7 - Der Ministerialerlass vom 23. Juni 2006 zur Festlegung des Musters der Formulare, die der geschützte Kunde dem Strom- oder Gasversorger zu übermitteln hat, wird aufgehoben.

Art. 8 - Die Dokumente, die den Versorgern und Betreibern von Gas- und Elektrizitätsnetzen vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses durch einen Kunden zur Bescheinigung seiner Eigenschaft als geschützter Kunde übermittelt worden sind und die von einer der in Artikel 33 § 1 des Elektrizitätsdekrets erwähnten Einrichtungen stammen oder die die monatliche Auszahlung einer der betroffenen Zulagen belegen oder die auf der Grundlage des Ministerialerlasses vom 23. Juni 2006 zur Festlegung des Musters der Formulare, die der geschützte Kunde dem Strom- oder Gasversorger zu übermitteln hat, übermittelt wurden, gelten als gleichlautend und ermöglichen die Gewährung der auf die geschützten Kunden anwendbaren Maßnahmen während eines Jahres ab dem Datum deren Eingangs bei dem Versorger und/oder Netzbetreiber.

Art. 9 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 27. Februar 2007

ANLAGE I

Dokument zur Bescheinigung der Eigenschaft als geschützter Kunde im Sinne des Artikels 33 § 1 5° (finanzielle Erziehungsbetreuung) und 6° (vom Föderalstaat übernommene und durch das ÖSHZ gewährte Beihilfe für die Personen, die keine unbegrenzte Aufenthaltsgenehmigung auf dem belgischen Gebiet in Anspruch nehmen) des Elektrizitätsdekrets, das dem Elektrizitäts- oder Gasversorger jährlich zu übermitteln ist.

Anschrift des öffentlichen Sozialhilfezentrums:

Anschrift:

.....
.....
.....

Tel.:

Stempel: Unterschrift des Vorsitzenden/Sekretärs

Gemäß dem durch das öffentliche Sozialhilfezentrum gefassten Beschluss wird durch das vorliegende Dokument bescheinigt, dass:

Herr/Frau (Name und Vorname):

.....
.....

Anschrift:

.....
.....
.....

die Eigenschaft als geschützter Kunde in Anwendung des Artikels

- 33 § 1 5° des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts (finanzielle Erziehungsbetreuung);
- 33 § 1 6° des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts (vom Föderalstaat übernommene Beihilfe für die Personen, die keine unbegrenzte Aufenthaltsgenehmigung auf dem belgischen Gebiet in Anspruch nehmen) tatsächlich besitzt ¹.

Datum:

Diese Bescheinigung hat eine Gültigkeitsdauer von ein Jahr ab dem Datum ihrer Unterzeichnung

Der Kunde ist verpflichtet, den Versorger bzw. Netzbetreiber innerhalb fünfzehn Tagen schriftlich über den Verlust seiner Eigenschaft als geschützter Kunde schriftlich zu informieren.

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 27. Juni 2007 zur Festlegung des Musters der Formulare, die der geschützte Kunde dem Strom- oder Gasversorger zu übermitteln hat, als Anlage beigefügt zu werden

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

ANLAGE II

Dokument zur Bescheinigung der Eigenschaft als geschützter Kunde im Sinne des Artikels 33 § 1 5° (Begleitung bei der Schuldenvermittlung) des Elektrizitätsdekrets, das jährlich dem Strom- oder Gasversorger zu übermitteln ist

Anschrift des zugelassenen Zentrums für Schuldenvermittlung.

Anschrift:

.....
.....
.....

Tel.:

Zulassungsnummer:

.....

Unterschrift und Eigenschaft der verantwortlichen Person

Gemäß dem durch das zugelassene Zentrum gefassten Beschluss wird durch das vorliegende Dokument bescheinigt, dass:

Herr/Frau (Name und Vorname):

.....
.....

Anschrift:

.....
.....
.....

die Eigenschaft als geschützter Kunde in Anwendung des Artikels 33 § 1 5° des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts tatsächlich besitzt.

Datum:

Diese Bescheinigung hat eine Gültigkeitsdauer von ein Jahr ab dem Datum ihrer Unterzeichnung.

Der Kunde ist verpflichtet, den Versorger bzw. Netzbetreiber innerhalb fünfzehn Tagen schriftlich über den Verlust seiner Eigenschaft als geschützter Kunde schriftlich zu informieren.

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 27. Juni 2007 zur Festlegung des Musters der Formulare, die der geschützte Kunde dem Strom- oder Gasversorger zu übermitteln hat, als Anlage beigefügt zu werden.

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

ANLAGE III

Dokument zur Bescheinigung der Eigenschaft als geschützter Kunde im Sinne des Artikels 33 § 1 5° (kollektive Schuldenvermittlung) des Elektrizitätsdekrets, das jährlich dem Strom- oder Gasversorger zu übermitteln ist
Anschrift des im Rahmen von Art. 1675/17 des Gerichtsgesetzbuches benannten Schuldenvermittlers.

Anschrift:

.....
.....
.....

Tel.:

Zulassungsnummer der Schuldenvermittlungsstelle und Unterschrift und Eigenschaft der verantwortlichen Person ¹.

.....
.....
.....

Oder Unterschrift des Schuldenvermittlers ¹.

Durch das vorliegende Dokument bescheinige ich, dass:

Herr/Frau (Name und Vorname):

.....
.....
.....

Anschrift:

.....
.....
.....

die Eigenschaft als geschützter Kunde in Anwendung des Artikels 33 § 1 5° des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts tatsächlich besitzt.

Datum:

Diese Bescheinigung hat eine Gültigkeitsdauer von ein Jahr ab dem Datum ihrer Unterzeichnung.

Der Kunde ist verpflichtet, den Versorger bzw. Netzbetreiber innerhalb fünfzehn Tagen schriftlich über den Verlust seiner Eigenschaft als geschützter Kunde schriftlich zu informieren.

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 27. Juni 2007 zur Festlegung des Musters der Formulare, die der geschützte Kunde dem Strom- oder Gasversorger zu übermitteln hat, als Anlage beigefügt zu werden.

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 1265

[2007/200812]

27 FEBRUARI 2007. — Ministerieel besluit tot bepaling van het model van de formulieren die de beschermde afnemer aan de gas- of elektriciteitsleverancier moet overmaken

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, gewijzigd bij het decreet van 19 december 2002 en bij de programmadecreten van 18 december 2003 en 3 februari 2005, inzonderheid op de artikelen 33 en 34;

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, gewijzigd bij de programmadecreten van 18 december 2003 en 3 februari 2005, inzonderheid op de artikelen 33 en 32;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006, inzonderheid op artikel 27, § 1;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006, inzonderheid op artikel 31, § 1;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 juni 2006 tot bepaling van het model van de formulieren die de beschermde afnemer aan de gas- of elektriciteitsleverancier moet overmaken;

Gelet op het advies CD CD-6119-CWaPE-157 van de CWaPE van 19 december 2006;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 84, § 1, eerste lid, 2°;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de volgende overwegingen;

Overwegende dat de openbare dienstverplichtingen met een sociaal karakter bij de besluiten van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt en op de elektriciteitsmarkt opgelegd werden aan de distributienetbeheerders en aan de leveranciers teneinde de eisen inzake de vrijmaking van de energiemarkten te conciliëren met de sociale eisen inzake de bescherming van de verbruikers met schuldenoverlast of in preciaire toestand;

Overwegende dat verschillende beschermingsmaatregelen (plaatsing van een budgetmeter, sociaal tarief, onderbrekingsverbod in de winterperiode,...) genomen werden ten gunste van personen in preciaire toestand of in toestand van wanbetaling die het bewijs kunnen leveren van hun hoedanigheid van "beschermde afnemer" in de zin van artikel 33, § 1, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de gewestelijke elektriciteitsmarkt;

Overwegende dat de toepassing van het ministerieel besluit tot bepaling van het model van de formulieren die de beschermde afnemer aan de gas- of elektriciteitsleverancier moet overmaken zowel voor de operatoren als voor de afnemers moeilijkheden met zich meebrengt, o.a. op administratief vlak, daar de beschermde afnemer verplicht is verschillende documenten over te maken om zijn hoedanigheid van beschermde afnemer te bewijzen;

Overwegende dat het ministerieel besluit van 23 juni 2006 eveneens afbreuk doet aan de bescherming van de persoonlijke levenssfeer door te eisen dat het document dat aan de leverancier of, desgevallend, aan de distributienetbeheerder overgemaakt moet worden vergezeld moet gaan van een afschrift van de beslissing genomen door de instelling in het kader van de educatieve begeleiding van budgettaire aard, van de opvolging inzake schuldbemiddeling of van de toelaatbaarheid tot de collectieve schuldregeling;

Gelet op de datum van de totale vrijmaking van de elektriciteits- en gasmarkt in het Waalse Gewest, namelijk 1 januari 2007, met als gevolg dat de leveranciers en distributienetbeheerders zo spoedig mogelijk kennis moeten nemen van de bepalingen die toepasselijk zijn inzake de sociale bescherming van de verbruiker;

Overwegende dat dit ministerieel besluit zo spoedig mogelijk in werking zou moeten treden;

Gelet op het advies 42.131/4 van de Raad van State, gegeven op 19 januari 2007, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, binnen een termijn van maximum vijf werkdagen,

Besluit :

Artikel 1. De Richtlijnen 2003/54/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26 juni 2003 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit en houdende intrekking van Richtlijnen 96/92/EG en 2003/55/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26 juni 2003 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor gas en houdende intrekking van Richtlijn 98/30/EG, inzonderheid artikel 3, worden overeenkomstig artikel 30, paragrafen 3 en 33 ervan, gedeeltelijk omgezet bij dit besluit.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "electriciteitsdecreet": het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;

2° "gasdecreet": het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt.

Art. 3. Elke persoon vallende onder de categorieën bedoeld onder de punten 1°, 2°, 3°, 4° en 6° (uitsluitend voor personen die een steun ontvangen die gedeeltelijk of geheel door de federale Staat wordt gedragen en die beschikken over een vergunning voor onbeperkt verblijf op het Belgisch grondgebied) van artikel 33, § 1, van het electriciteitsdecreet bezorgt zijn gas- of elektriciteitsleverancier ter bevestiging van zijn hoedanigheid van beschermde afnemer een afschrift van het document afgegeven door de instelling die één van bedoelde uitkeringen verschuldigd is.

Als de afnemer niet meer beschikt over het document vermeld in het eerste lid, kan hij zijn hoedanigheid van beschermde afnemer bewijzen door de leverancier elk document te bezorgen dat de maandelijkse uitbetaling van één van de betrokken uitkeringen bevestigt.

Dit document wordt één keer per jaar hernieuwd.

Art. 4. Elke persoon die valt onder de categorieën bedoeld in de punten 5° en 6° van artikel 33, § 1, van het electriciteitsdecreet bezorgt zijn gas- of elektriciteitsleverancier ter bevestiging van zijn hoedanigheid van beschermde afnemer :

a) het in bijlage I bij dit besluit opgenomen document, behoorlijk ingevuld door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn als de persoon een educatieve begeleiding van financiële aard geniet of als zij in aanmerking komt voor steun die gedeeltelijk of geheel door de federale Staat wordt gedragen en niet beschikt over een vergunning voor onbeperkt verblijf op het Belgisch grondgebied;

b) het in bijlage II bij dit besluit opgenomen document, behoorlijk ingevuld door een instelling voor schuldbemiddeling erkend door het Waalse Gewest als de persoon in aanmerking komt voor een schuldbemiddeling die geregeld wordt bij het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van de instellingen voor schuldbemiddeling en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten;

c) het in bijlage III bij dit besluit opgenomen document, behoorlijk ingevuld door een schuldbemiddelaar aangewezen overeenkomstig artikel 1675/17 van het Gerechtelijk Wetboek als de persoon het voorwerp is van een collectieve schuldenregeling.

Dit document wordt één keer per jaar hernieuwd.

Art. 5. § 1. De documenten bedoeld in de artikelen 3 en 4 worden door de beschermde afnemer of, desgevallend, door zijn leverancier aan de distributienetbeheerder overgemaakt voorzover de beschermde afnemer door de distributienetbeheerder bevoorrad wordt overeenkomstig artikel 9 van het electriciteitsdecreet en/of artikel 9 van het gasdecreet.

§ 2° Als de drie volgende voorwaarden cumulatief vervuld zijn :

1° het over te maken document wordt ingevuld door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn (artikel 33, § 1, 1°, 2°, 4°, 5° of 6° van het electriciteitsdecreet);

2° de afnemer wordt door de distributienetbeheerder bevoorrad overeenkomstig artikel 9 van het electriciteitsdecreet en/of artikel 9 van het gasdecreet;

3° het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn beschikt over het schriftelijk akkoord van betrokken personen;

de verzending van het document bedoeld in § 1 kan vervangen worden door de jaarlijkse verzending door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een lijst waarop de naam, de voorna(a)m(en), het adres en de verwijzing naar één van de categorieën bedoeld in artikel 33, § 1, van het electriciteitsdecreet specifiek vermeld staan.

Deze lijst wordt jaarlijks voor 30 april overgemaakt.

Art. 6. Twee maanden vóór het verstrijken van de geldigheidsduur van het overeenkomstig de artikelen 3, 4 en 5, § 1 en § 2, overgemaakte document richt de leverancier of de distributienetbeheerder een modelbrief aan de afnemer waarin specifiek wordt verwezen naar artikel 31, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt en/of naar artikel 27, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt en van de vervaldatum van het attest geldig voor het lopend jaar, die overeenstemt met de uiterste datum waarop het voor de komende twaalf maanden geldige document hem overgemaakt moet worden.

Art. 7. Het ministerieel besluit van 23 juni 2006 tot bepaling van het model van de formulieren die de beschermde afnemer aan de gas- of elektriciteitsleverancier moet overmaken wordt opgeheven.

Art. 8. De documenten die een afnemer vóór de inwerkingtreding van dit besluit aan de leveranciers en distributienetbeheerder overmaakt om zijn hoedanigheid van beschermde afnemer te bevestigen en die uitgaan van één van de instellingen bedoeld in artikel 33, § 1, van het elektriciteitsdecreet of op grond waarvan de maandelijkse uitbetaling van één van de bedoelde uitkeringen bevestigd wordt of die overgemaakt worden op grond van het ministerieel besluit van 23 juni 2006 tot bepaling van het model van de formulieren die de beschermde afnemer aan de gas- of elektriciteitsleverancier moet overmaken, worden geacht conform te zijn en maken de toekenning van de maatregelen mogelijk die van toepassing zijn op de beschermde afnemers gedurende een jaar, te rekenen van de datum waarop de documenten in ontvangst genomen worden door de leverancier en/of distributienetbeheerder.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 27 februari 2007.

A. ANTOINE

BIJLAGE I

Jaarlijks aan de gas- of elektriciteitsleverancier over te maken document ter bevestiging van de hoedanigheid van beschermde afnemer in de zin van artikel 33, § 1, 5° (educatieve begeleiding van financiële aard) en 6°, (steun gedragen door de federale Staat voor personen die niet aanmerking komen voor een vergunning voor onbeperkt verblijf op het Belgisch grondgebied en die door het O.C.M.W. toegekend wordt) van het elektriciteitsdecreet.

Gegevens van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn :

Adres :

.....

Tel.

Stempel : Handtekening van de voorzitter/secretaris.

Overeenkomstig de beslissing genomen door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, bevestigt dit document dat :

De heer/Mevr. (naam en voornaam) :

.....

Adres :

.....

daadwerkelijk de hoedanigheid van beschermde afnemer heeft overeenkomstig artikel

- 33, § 1, 5°, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt (educatieve begeleiding van financiële aard);
- 33, § 1, 6°, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt (steun gedragen door de federale Staat voor personen die niet aanmerking komen voor een vergunning voor onbeperkt verblijf op het Belgisch grondgebied) ¹.

Datum :

Dit attest is één jaar geldig vanaf de datum van ondertekening ervan.

De afnemer moet de leverancier of, desgevallend, de distributienetbeheerder binnen vijftien dagen na het verlies van zijn hoedanigheid van beschermde afnemer schriftelijk kennis geven daarvan.

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 27 februari 2007 tot bepaling van het model van de formulieren die de beschermde afnemer aan de gas- of elektriciteitsleverancier moet overmaken.

BIJLAGE II

Jaarlijks aan de elektriciteits- of gasleverancier over te maken document ter bevestiging van de hoedanigheid van beschermde afnemer in de zin van artikel 33, § 1, 5°, (opvolging van schuldbemiddeling) van het elektriciteitsdecreet.

Gegevens van de erkende instelling voor schuldbemiddeling :

Adres :

.....
.....
.....

Tel.

.....

Erkeningsnr. :

.....
.....

Handtekening en hoedanigheid van de verantwoordelijke persoon :

Overeenkomstig de beslissing genomen door de erkende instelling, bevestigt dit document dat :

De heer/Mevr. (naam en voornaam) :

.....
.....

Adres :

.....
.....
.....

daadwerkelijk de hoedanigheid van beschermde afnemer heeft overeenkomstig artikel 33, § 1, 5°, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt.

Datum :

Dit attest is één jaar geldig vanaf de datum van ondertekening ervan.

De afnemer moet de leverancier of, desgevallend, de distributienetbeheerder binnen vijftien dagen na het verlies van zijn hoedanigheid van beschermde afnemer schriftelijk kennis geven daarvan.

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 27 februari 2007 tot bepaling van het model van de formulieren die de beschermde afnemer aan de gas- of elektriciteitsleverancier moet overmaken.

BIJLAGE III

Jaarlijks aan de elektriciteits- of gasleverancier over te maken document ter bevestiging van de hoedanigheid van beschermde afnemer in de zin van artikel 33, § 1, 5^o, (collectieve schuldenregeling) van het elektriciteitsdecreet.

Personalia van de schuldbemiddelaar aangewezen overeenkomstig artikel 1675/17 van het Gerechtelijk Wetboek.

Adres :

.....
.....
.....

Tel. :

Erkenningsnr. van de dienst voor schuldbemiddeling en handtekening en hoedanigheid van de verantwoordelijke persoon ¹.

.....
.....
.....

Of handtekening van de schuldbemiddelaar ¹.

Hierbij bevestig ik dat :

de heer/Mevr. (naam en voornaam) :

.....
.....

Adres :

.....
.....
.....

daadwerkelijk de hoedanigheid van beschermde afnemer heeft overeenkomstig artikel 33, § 1, 5^o, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt.

Datum :

Dit attest is één jaar geldig vanaf de datum van ondertekening ervan.

De afnemer moet de leverancier of, desgevallend, de distributienetbeheerder binnen vijftien dagen na het verlies van zijn hoedanigheid van beschermde afnemer schriftelijk kennis geven daarvan.

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 27 februari 2007 tot bepaling van het model van de formulieren die de beschermde afnemer aan de gas- of elektriciteitsleverancier moet overmaken.